

La French Tech se structure (enfin) afin de devenir le bras armé de la startup nation

La French Tech renforce ses liens avec les différentes administrations et organismes publics pour faciliter leur dialogue avec les startups. Et surmonter les derniers obstacles sur le chemin de la fabrique à licornes.

Temps de lecture : minute

17 septembre 2019

C'est une stratégie gagnant-gagnant, comme aiment à répéter les startups. L'État mise beaucoup sur les entreprises technologiques afin de repenser l'économie nationale et la tirer vers de nouveaux horizons. "Nos objectifs sont économiques", affirme Kat Borlongan, directrice de la French Tech. *La French Tech fait partie de l'État qui est au service de l'intérêt public. Notre rôle est de créer davantage d'opportunités, davantage d'emplois et de défendre les intérêts français, notamment sur la scène internationale.* Mais les startups et a fortiori les scaleups font face à des problématiques très concrètes qui ralentissent voire bloquent leur développement. La nouvelle mouture de la French Tech doit donc devenir une sorte de guichet auquel elles pourront adresser leurs desiderata administratifs et, dans une moindre mesure, financiers.

Forte d'une enveloppe budgétaire qui a été multipliée par dix en quelques années seulement, la French Tech a désormais les moyens de sa mission. D'une quinzaine de personnes, ses équipes se sont considérablement élargies et vont encore grossir dans les prochaines semaines jusqu'à atteindre les 150 collaborateurs. Cette hypercroissance s'explique notamment par l'intégration dans les effectifs de 45 "correspondants

French Tech" provenant d'autant d'administrations ou d'organismes de mission de service public, de l'Urssaf jusqu'à l'Inpi, ainsi que de correspondants économiques à l'étranger. Deux mesures annoncées par l'ancien secrétaire d'État au numérique, Mounir Mahjoubi, au printemps 2018 et que son successeur, Cédric O, a finalement concrétisées.



À lire aussi

La French Tech passe la seconde

Faire sauter les verrous administratifs

Leur mission ? Répondre aux desiderata des heureux élus des nouveaux indices Next 40 et French Tech 120, calqués sur le CAC 40 et le SBF 120 pour les valeurs cotées en Bourse. Ces happy few bénéficieront ainsi d'un interlocuteur unique qui fera le lien avec les différentes administrations concernées par les problématiques - classiques - des startups. *"Nous créons en quelque sorte une plateforme qui présente à ces scaleups des*

offres qui ont été étudiées spécifiquement pour elles", se réjouit Kat Borlongan.

Suivi de dossier Urssaf, accompagnement de la Banque de France pour les startups qui lorgnent sur la Bourse, réponse aux appels d'offres publics, intégration aux délégations officielles lors des voyages présidentiels... Un service sera également dédié à la nouvelle mouture de France Expérimentation, un dispositif mis en place sous François Hollande afin que les startups puissent demander à déroger à une réglementation le temps de tester leur modèle. Autant de mesures qui faciliteront au quotidien l'hypercroissance des entreprises innovantes françaises.



À lire aussi

Comment le gouvernement veut simplifier la vie des entrepreneurs

Au risque de créer une French Tech à deux vitesses, scaleups d'un côté et startups early stage de l'autre ? *"Je ne vois pas les choses comme cela, tranche la directrice de la French Tech. Elles sont toutes des entreprises innovantes qui évoluent simplement à des stades différentes. Mais les startups deviendront à leur tour des scaleups tandis que les scaleups ne le resteront pas éternellement."* Aux startups de s'élever au rang de scaleups pour bénéficier des mêmes faveurs. Sauf si, grâce à l'acculturation mutuelle entre administration et jeunes pousses, ces mesures sont à terme élargies à l'ensemble des entreprises innovantes...

Accélérer (toujours plus) à l'international

En-dehors de cet important prisme administratif, la French Tech ne renie pas ses autres axes de travail que sont l'attraction des talents, le financement - notamment en phase de croissance - et l'aide à l'export. Le premier a déjà bénéficié des réformes successives du French Tech Tremplin et du French Tech Visa. Si plus de 400 entreprises ont réalisé les démarches pour en faire bénéficier leurs talents, les visas famille et investisseur ont jusque-là eu moins de succès. *"Il reste des efforts à faire de ce côté-là"*, reconnaît Kat Borlongan.

Du côté de l'international, le rayonnement de la French Tech a contribué à faciliter l'implantation des entreprises françaises à l'étranger. Mais, là non plus, le travail n'est pas terminé. *"L'image de la France reste stéréotypée chez nombre de décideurs ou investisseurs étrangers"*, regrette la directrice de la French Tech. Si l'écosystème tricolore a considérablement évolué ces dernières années, il reste encore une marge de progression. Charge à la French Tech et surtout aux pépites françaises de porter haut leurs couleurs.

